

## Le contexte de l'affaire Khashoggi ou la rivalité entre l'Arabie saoudite et la Turquie pour le leadership du monde sunnite



L'assassinat de Jamal Khashoggi, l'éditorialiste et opposant saoudien massacré d'une façon plus que barbare dans le consulat de son pays à Istanbul le 2 octobre dernier, n'a fini de faire couler l'encre.

Avec Alexandre Del Valle

La mort de cet homme n'est pas en soi un évènement susceptible de créer un antagonisme entre les Saoudiens et les Turcs, mais il a agi comme un puissant déclencheur et accélérateur de tensions déjà existantes, latentes, et désormais étalées à la face du monde. A la fois apprécié par la presse américaine, avec laquelle il collaborait (*Washington Post*), exilé aux Etats-Unis depuis 2017 et très lié à la Turquie d'Erdogan puis aux Frères musulmans, Khashoggi était devenu un redoutable opposant au régime de Ryad. Etrangement, cet ancien volontaire du jihad en Afghanistan contre l'ex-URSS est devenu ces dernières années - sans jamais renier son « amitié » avec Oussama Ben Laden qu'il pleura le jour de sa mort - le chouchou saoudien des médias américains... Il est vrai que le fait de venir d'une famille de milliardaires saoudiens proches de la famille royale donne du « crédit » au pays du dollar roi... Neveu du célèbre marchand d'armes Adnan Khashoggi, Jamal, issu d'une grande famille saoudienne d'origine turque lointaine (d'où le lien avec le pays d'Erdogan), fut jadis un influent conseiller - à Riyad et à Washington -, du prince Turki al-Fayçal, ambassadeur et ex-chef des services de renseignements saoudiens pendant plus de 20 ans. Khashoggi fut aussi chargé par le prince-milliardaire Al-Walid ben Talal, de la direction de la chaîne panarabe d'info en continu Al'arab. Certains disent que le fait qu'il sache tant de choses sur l'histoire du jihad sponsorisé par Ryad et sur la corruption du régime puis sa proximité avec les nouveaux frères ennemis du Prince saoudien Mohamed Ben Salmane (Turquie, Frères musulmans, Qatar) expliqueraient autant son assassinat horrible que ses critiques de la dérive autoritaire de MBS dans la presse. En tout cas, pour le fougueux et despotique Prince Ben Salmane en guerre contre les Frères musulmans, s'en était trop. MBS est réputé « éclairé » depuis qu'il paie des millions des agences de com missionnées pour fabriquer une image positive de son pouvoir grandissant, mais les déclarations et articles de presse de Jamal Khashoggi qui ose depuis Washington et Istanbul dénoncer les méthodes et le règne naissant de Ben Salmane n'était plus tolérables, surtout de la part d'un membre de l'Establishment saoudien du premier cercle. Le meurtre était destiné à dissuader les potentiels autres « traîtres » ou ennemis de Ben Salmane. C'est ainsi qu'un commando de tueurs saoudiens a mis fin à l'activisme subversif de Khashoggi, qui a été interrogé, torturé, démembré puis décapité dans un style barbare digne de films d'horreurs ou de *Scareface*. L'information a été révélée *Washington Post* et le quotidien turc *Yeni Safak* qui ont eu accès à un enregistrement sonore des faits. En fait, Jamal Khashoggi s'était rendu au consulat saoudien le 2 octobre dernier afin d'y effectuer des démarches administratives (confirmation de divorce) en vue de son mariage prochain avec sa fiancée turque. Celle-ci est restée d'ailleurs restée sous son conseil à l'extérieur du consulat saoudien. Elle n'en reverra plus jamais ressortir son futur mari. Tout comme le *Washington Post*, où écrivait depuis des années Jamal Khashoggi, le quotidien turc *Yeni Safak* affirme que ses doigts auraient été sectionnés, qu'il aurait été ensuite « décapité » et découpé en morceaux par un médecin légiste saoudien, Salah al-Tubaigy (sur fond de musique douce), avant d'être sorti de l'ambassade dans plusieurs des sacs diplomatiques... Ryad a biens sûr catégoriquement démenti les faits... Toujours d'après *Yeni Safak*, l'un des membres du commando de tueurs saoudien, Mashal Saad al-Bostani, aurait trouvé la mort à Ryad peu de jours plus tard, dans un étrange accident de voiture qui pourrait avoir été une façon d'éliminer un protagoniste-témoin gênant pour

le prince Ben Salmane, commanditaire présumé de l'assassinat. D'évidence, le message de terreur envoyé aux opposants saoudiens dans le monde est clair.

## **Le fond de l'affaire : un double conflit entre d'une part la Turquie, les Frères-musulmans et le Qatar, et, de l'autre, l'Arabie saoudite et les Emirats**

La Turquie et l'Arabie saoudite, jadis très convergents sur maints sujets géopolitiques et économiques, sont désormais à couteaux tirés ainsi que l'a révélé l'affaire Khashoggi. Rappelons qu'il y a mois et demi, Jamal Khashoggi, notoirement proche des Frères musulmans et pas seulement des opposants « progressistes » comme on l'a dit en Occident de façon très romancée, avait écrit dans le *Washington Post* que les États-Unis ont eu tort de s'opposer aux Frères musulmans en Égypte. En fait, Khashoggi, jadis très proche du pouvoir royal saoudien, est passé du côté des Frères musulmans, du Qatar et de la Turquie depuis qu'il s'est opposé aux dérivestyranniques et violentes du pouvoir personnel de Mohamed Ben Salmane (« MBS »), le prince héritier saoudien, fils du roi Salmane. Jamal Khashoggi s'est ainsi retrouvé au milieu de la « guerre civile » qui oppose deux camps radicalement antinomiques de l'islamisme sunnite : le camp saoudien ultra-conservateur pro-américain et nouvellement très proche d'Israël, d'un côté, et le camp révolutionnaire turco-qataro-frériste partiellement proche de l'Iran, du Hamas et du Hezbollah libanais de l'autre. Ces deux pôles sont désormais des rivaux absolus dans leur lutte en vue du leadership sunnite. Récemment, Khashoggi, qui fut rédacteur en chef du quotidien saoudien *al-Watan*, est même allé jusqu'à critiquer ouvertement le salafisme-wahhabite doctrine officielle de l'Arabie saoudite, ceci au nom d'une vision plus frériste de l'islam politique, et nom d'un progressisme libéral. Or on sait quela Turquie d'Erdogan (et le parti de gouvernement islamiste AKP, de la justice et du développement), est, avec le Qatar, le plus grand soutien des Frères musulmans dans le monde. L'Arabie saoudite accuse également le Qatar et la Turquie de ne pas jouer l'unité du monde sunnite face à l'Iran chiite qu'Erdogan courtise et que la Qatar ménage, alors que le prince va-t-en-guerre Mohamed Ben Salmane n'est pas loin de vouloir déclarer la guerre à Téhéran, sa bête-noire qu'il combat indirectement au Liban, en Syrie, en Irak et surtout au Yémen (rebelle chiites houthistes pro-iraniens bombardés et sous embargo). L'inimitié entre Ben Salmane et Erdogan est donc patente. Le prince saoudien ne s'est d'ailleurs pas gêné pour critiquer publiquement le président turc lorsqu'il s'est rendu au Royaume-Uni il y a quelques mois à Whitehall. Rappelons tout de même qu'au plus fort de la crise qui a opposé le Qatar à l'Arabie saoudite et aux Emirats, qui ont levé un blocus contre le petit émirat, le président Erdogan n'a pas hésité à défier les Saoud sur leur propre pré carré du Golfe en assurant un pont aérien alimentaire vers le Qatar et même en y installant une base militaire afin de protéger Doha d'une agression saoudo-émirat... C'est dans ce contexte que l'on doit analyser la crise saoudo-turque autour de l'affaire Khashoggi. En réalité, de même que les Saoudiens ne pardonnent pas au frère qatari - également sunnite-wahhabite - d'avoir soutenu les Frères musulmans ennemis des Saoud, et même l'Iran, de même ils n'ont jamais pardonné à Khashoggi (anciennement confident des rois Saoud) d'avoir défendu depuis le printemps arabe, les Frères musulmans à la fois proches du Qatar et de la Turquie, mais opposés à la monarchie absolue saoudienne... Plus que jamais, les désaccords entre la Turquie et l'Arabie saoudite sont manifestes : sur l'Iran, le Qatar, les Frères et bien sûr la question palestinienne. L'affaire Khashoggi ne va faire qu'accroître encore un peu plus les tensions entre les deux prétendants les mieux placés au leadership sunnite régional et mondial.

## **Ben Salmane ne joue-t-il pas contre lui-même à terme, de par son bellicisme sans limites et son sentiment d'impunité ?**

Nombre d'experts se demandent si l'opération d'élimination particulièrement barbare et peu discrète de Khashoggi par les services d'action saoudiens n'a pas été une erreur et surtout une action contre-productive, vu le scandale médiatico-diplomatique planétaire que cela a déclenché. L'incroyable publicité qui s'en est suivie en faveur de Khashoggi, jadis inconnu du grand public et désormais un martyr mondial, et le fait que son message anti-MBS soit aujourd'hui diffusé partout dans le monde, constituent en fait un échec stratégique pour le Prince-héritier Ben Salmane, dont le despotisme (pas si « éclairé qu'on l'avait dit ) commence à inquiéter jusqu'à ses proches. Il embarrasse également son roi de père (Salmane) et cette affaire ne peut qu'encourager d'autres princes saoudiens rivaux humiliés par lui récemment de prendre leur revanche contre lui, voire même tenter de le remplacer par un héritier plus sage s'il finit par tomber en disgrâce ou termine assassiné lui aussi, comme il a failli l'être en avril dernier lorsqu'il a disparu après avoir été attaqué et blessé par des opposants internes...

## **Une occasion pour Erdogan de redorer son blason démocratique et une brèche dans la relation privilégiée Etats-Unis/Arabie saoudite ?**

De son côté, le président turc va pouvoir avec cette affaire redorer son blason en se posant, quelques semaines seulement après les dernières grandes purges menées chez lui contre l'opposition, apparaître comme un « défenseur des libertés et de la démocratie ». Dans son élan autoritaire, le prince-héritier saoudien Ben Salmane a peut-être réussi à massacrer et à faire disparaître le corps de Jamal Khashoggi, mais la mémoire et le martyr de celui-ci n'ont pas fini d'écorner son image. Celle-ci, au départ plutôt bonne, mais déjà écornée par la guerre du Yémen, va être de plus en plus difficile à présenter comme celle d'un réformateur-libéral ou d'un « musulman éclairé ». Rappelons également que si Khashoggi était populaire en Turquie et auprès des Frères musulmans et des Qataris, il était aussi très respecté aux Etats-Unis où il s'est exilé en 2017 et où il était très présent dans les médias et les débats géopolitiques liés au Moyen-Orient. Il est vrai que l'Administration de Donald Trump considère l'Arabie saoudite comme un allié stratégique majeur, mais jamais auparavant autant de journalistes, intellectuels et politiques américains n'avaient aussi clairement et fermement condamné les Saoud : du républicain Marco Rubio au démocrate Chris Murphy, qui ont carrément appelé à revoir les relations entre les deux pays, ce qui n'est pas pour plaire à Trump. Celui-ci venait à peine de renouveler une alliance américano-saoudienne qui avait été mise à mal par la tragédie terroriste du 11 septembre et le rapprochement avec l'Iran voulu par l'administration Obama. On se rappelle de la visite en grande pompe de Donald Trump en mai 2017 à Riyad, lorsque le président américain avait renforcé l'alliance stratégique et signé pour près de 100 milliards de contrats qu'il ne voudrait pas compromettre pour le moins du monde. Par ailleurs, Trump compte beaucoup sur le prince héritier MBS, très proche de son gendre Jared Kushner, pour cautionner un plan de paix au Proche-Orient favorable à l'allié israélien. Mais les Etats-Unis ne pourront pas continuer à donner pareil blanc-seing belliciste au prince Ben Salmane, qui fait tantôt assassiner des opposants de l'intérieur et de l'extérieur, tantôt kidnapper le premier Ministre libanais Hariri, et tantôt organiser un blocus contre le Qatar, que l'administration Trump a publiquement critiqué. MBS a également livré une guerre terrible au Yémen, lui aussi soumis à un embargo saoudien (responsable de milliers de morts), guerre de plus en plus dénoncée dans la presse américaine. Il n'est donc pas si sûr que les Etats-Unis à laisser encore longtemps l'enfant gâté de la monarchie des Saoud déstabiliser la région. En outre, il ne faut pas sous-estimer, au sein même de la base électorale de Donald Trump, et en général de l'opinion publique américaine, l'hostilité diffuse à l'égard de la pétromonarchie saoudo-wahhabite depuis les

---

attentats du 11 septembre 2001, sachant que sur 19 terroristes, 15 étaient saoudiens, dont plusieurs liés à des institutions étatiques saoudiennes...

### **En guise de conclusion...*In medio stat virtus***

Par conséquent, si l'affaire Kashoggi n'est pas la seule pierre d'achoppement turco-saoudienne et américano-saoudienne, elle aura sans conteste joué comme un *effet déclencheur*, une goutte d'eau faisant déborder le vase, car les Etats-Unis ne veulent ni abandonner à son sort le Qatar, ni définitivement laisser la Turquie, membre important de l'OTAN, dériver du côté de la Russie de Poutine... Si Mohamed Ben Salmene veut durer et succéder à son père sans que cela déclenche une guerre avec l'Iran, une crise encore plus grave avec le tandem Qatar-Turquie et sans que cela ne se termine en guerre civile en Arabie saoudite (tant il s'est mis à dos les princes rivaux et les hommes d'affaires), il va donc devoir apprendre quelques règles élémentaires de stratégie et acquérir un peu de sagesse...

Malgré cela, on peut douter que l'Occident décidera de sanctionner Ryad comme il a sanctionné Moscou pour l'affaire de l'espion russe empoisonné à Londres (Skripal). Même pas sûr que nos capitales du moralisme droit de l'hommisme rappellent leurs ambassadeurs en Saoudie ou expulsent des espions et diplomates saoudiens. On peut encore moins rêver de sanctions et juridictions extra-territoriales américaines anti-saoudienne comme celles existant contre l'Iran et qui punissent les sociétés occidentales (dont BNP Paribas) investissant en Perse. Certes, la barbarie saoudienne a entraîné l'annulation de la venue de personnalités politiques européennes au sommet économique saoudien à Ryad, dont les ministres français de l'Economie, Bruno Le Maire, britannique du Commerce international, Liam Fox, et néerlandais des Finances, Wopke Hoekstra. Mais la « sévérité » occidentale n'ira pas beaucoup plus loin envers l'un des pays la plus fanatiques du monde à qui on a déjà pardonné la création d'Al-Qaïda, le 11 septembre et la diffusion partout dans nos sociétés et dans le *dar al-islam*, du virus salafiste..